Syrie : Il faut sauver la population d'Alep

samedi 19 novembre 2016, par PSLD (Date de rédaction antérieure : 18 novembre 2016).

Alep – Le scénario tant redouté est maintenant en train de se jouer

Vladimir Poutine, avec le plus grand des cynismes, a décidé de retirer la signature de la Russie du Statut de Rome et ainsi de se protéger de la Cour Pénale Internationale pour les crimes de guerre et crimes contre l'Humanité qu'il a déjà commis qu'il commet et prévoit de commettre tout particulièrement à Alep.

Vladimir Poutine et Bachar Al Assad, forts de la complaisance de Donald Trump Président élu des Etats Unis, protégés par la passivité pathétique et honteuse des grandes puissances européennes, ont lancé leur offensive sur Idlib et Alep-Est qu'ils veulent éradiquer.

« Pour la première fois de l'histoire de la flotte russe, le porte-avions Amiral Kouznetsov a pris part à des opérations armées », faisant décoller depuis son bord des avions Su-33, a déclaré le ministre Sergueï Choïgou. L'armée russe a, selon lui, débuté une opération d'ampleur en Syrie.
Cette opération a également impliqué la frégate russe Amiral Grigorovitch, qui a tiré des missiles de croisière Kalibr, selon M. Choïgou.
De leur côté, les forces du régime ont mené des raids et largué des barils d'explosifs sur plusieurs quartiers résidentiels d'Alep Est.

Du fait du siège imposé à Alep-Est par la dictature Assad, des bombardements sur les quartiers résidentiels, écoles et hôpitaux compris, les habitants connaissent l'enfer de la famine, l'absence d'accès aux soins, la tragédie des morts et des blessés par centaines.

Quelle justification a-t-on pour refuser de donner aux groupes rebelles modérés parfaitement identifiés des armes de défense anti-aériennes afin de protéger les populations ?

Est-il vraiment impossible d'imposer à Vladimir Poutine, par la menace d'une amplification des sanctions économiques, une zone d'exclusion aérienne aux avions militaires afin de permettre des parachutages humanitaires ?

En abandonnant les Syriens à Alep, puis Idlib et qui sait à Raqqa où la nature des forces se préparant à intervenir contre l'EI est loin d'être claire, la France et l'Europe feraient fausse route et hypothéqueraient l'avenir pour de nombreuses années. Un tel abandon reviendrait à nourrir la radicalisation, à faire le lit des intégristes et à pérenniser les dictatures.

Le Collectif pour une Syrie libre et démocratique appelle à des démarches actives en direction des institutions afin de les interpeler sur l'extrême gravité de cette situation et sur l'urgence de prendre des dispositions pour qu'Alep-Est et ses habitants ne soient pas rayés de la carte.

Il faut sauver la population d'Alep

Contact presse : Collectif.psld gmail.com